

## Réinstauration des sanctions contre l'Iran, quelles conséquences ?

Comme D. Trump s'y était engagé, les Etats-Unis se sont retirés de l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015 et les sanctions US contre le pays seront réinstaurées. Cet accord, signé entre l'Iran d'un côté et de l'autre côté l'UE, la Chine, la Russie et les Etats-Unis, se traduisait par une levée des sanctions économiques en échange d'une limitation du programme nucléaire iranien. Les multinationales, en particulier européennes, en avaient profité pour réinvestir le marché iranien. Suite à cette annonce de D. Trump, les autres pays signataires ont annoncé vouloir maintenir l'accord de 2015. Cependant la crainte de perdre l'accès au marché américain ou d'être sanctionné (rappelons l'amende de 8,9 mds de dollars infligée à BNP Paribas) pourrait contraindre les entreprises à renoncer aux échanges avec l'Iran.

Ce renforcement de l'instabilité au Moyen-Orient et les anticipations de baisse des exportations de pétrole iranien ont entraîné une hausse du prix du baril, qui progresse de 15 % depuis le début d'année. Les sanctions contre l'Iran ont des conséquences pour les sociétés ayant une activité dans le pays et, globalement, à cause de la hausse du prix du pétrole.

Bien que l'Union Européenne n'ait pas renoncé à l'accord avec l'Iran, les sanctions US devraient affecter les sociétés européennes si elles ont une activité importante aux Etats-Unis ou si elles ont recours au dollar ou à des banques américaines pour réaliser leurs transactions. Dans certains cas des exemptions pourront être définies, comme pour Total dans les années 1990. Dans le cas contraire, ces entreprises devront se retirer du marché iranien.

Peu de sociétés françaises sont présentes en Iran, parmi les valeurs du CAC 40, nous retrouvons Airbus, Peugeot, Renault et Total. Peugeot et Renault ont une part de marché de 40 % en Iran, les ventes dans le pays représentent 14 % des volumes du groupe Peugeot et 5 % pour Renault. Cependant, les deux sociétés n'ont pas encore réalisé de lourds investissements dans le pays et leur exposition est effectuée en vendant des « kits de composants pour l'assemblage » à des partenaires locaux. Ces ventes représentent 200 millions d'euros et 10 millions de contribution à l'EBIT (0,3 % du total) pour Peugeot et 740 millions d'euros de ventes et 40 millions d'EBIT (1 % du total) pour Renault. L'impact d'un retrait total d'Iran sur le résultat opérationnel serait donc très limité.

Airbus a certes finalisé un accord portant sur la livraison de 100 avions de lignes (pour un montant de 10 mds d'euros) à l'Iran. A ce jour 3 appareils ont été livrés, la plupart des avions doivent être livrés après 2022 dont une grande majorité en 2024. Airbus produisant plus de 10 % des composants aux USA, la société est concernée par les sanctions US. Les livraisons devraient par conséquent être interdites par les Etats-Unis. Cependant compte tenu du carnet de commande pléthorique d'Airbus, l'annulation de ces livraisons à l'Iran ne devrait pas avoir un impact important pour l'avionneur.

Total, première major pétrolière à être revenue en Iran, devait investir 5 mds de dollars en Iran (100 millions effectivement dépensés à ce jour) dans un projet en partenariat avec le chinois CNPC. L'exploitation n'ayant pas débuté, la contribution à la production de Total est nulle. Le groupe avait anticipé la possibilité d'un retour des sanctions US en séparant ce projet de ses autres activités et en ne faisant intervenir aucun acteur américain (salariés, logiciels, financement...) dessus, une dérogation pourrait ainsi être obtenue par le pétrolier. En cas d'impossibilité de se maintenir en Iran, Total céderait sa participation à son partenaire chinois, limitant les pertes. Le groupe bénéficie par ailleurs de la hausse des prix du pétrole.

Au niveau macroéconomique, l'impact pourrait être bien plus important si la hausse du prix du pétrole se poursuit. Cette hausse est liée aux craintes de réduction des exportations iraniennes et à l'accroissement de l'instabilité dans la région. L'Iran exporte 2 millions de baril par jour, 60 % vers l'Asie et 40 % vers l'Europe. Les sanctions US n'empêcheront pas les exportations vers les pays asiatiques, mais l'Europe pourrait se tourner vers d'autres fournisseurs.

L'inflation causée par l'augmentation de la facture pétrolière réduit le revenu disponible des ménages et donc leurs dépenses. Dans les principaux pays développés, la facture pétrolière représente entre 1 % (France, Allemagne...) et 2 % (Espagne, Japon, Etats-Unis...) du PIB. Une hausse de 20 dollars du prix du baril (soit la hausse depuis 6 mois) a un impact négatif de 0,5 % sur la croissance mondiale et de 0,3 % sur la croissance européenne. Un maintien des cours sur les niveaux actuels, aux alentours de 77 dollars pour le Brent, impacterait les perspectives de croissance, dans des proportions cependant modérées. Si la hausse du pétrole se poursuit (100 dollars ?), la situation pourrait devenir problématique, ramenant la croissance dans la zone euro aux alentours de 1 % et de 1,5 % aux USA.

### Consommation des ménages US (en bleu, échelle de droite) et variation du prix du pétrole (échelle inversée)

